

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 15 février 2016

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	57	18

N° de la séance : 10

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - Protocole conventionnel avec le Département des Alpes-Maritimes relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE

- ☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Pierre MOLAGER

Date de la convocation :
Le 09/02/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 3 MARS 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 3 MARS 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Pierre MOLAGER

L'an deux mil seize et le 15 février à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Michel MAZUET, André-Luc SEITHER, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Anne CHEVALIER

PROCURATIONS :

Bernard DUBOIS à Michelle SALUCKI, Afrim KACA à Jean LEONETTI, Nathalie DEPETRIS à Jacques GENTE, Patrice COLOMB-PONTOIRE à Bernard MONIER, Lionel TIVOLI à Anne CHEVALIER

ABSENTS :

Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, René TRASTOUR, Guy GIRAUD, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Jean-Pierre DERMIT, Serge AMAR, Christophe ETORE, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Déborah MINEI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A) a déclaré d'intérêt communautaire l'insertion par l'économie et la création d'un PLIE en 2003. Depuis, celle-ci a mené, au titre de la politique de la ville et du développement économique, des actions spécifiques axées sur deux objectifs :

- (a) Faciliter l'accès à un emploi durable pour les personnes exclues du marché du travail ou risquant de l'être ;
- (b) Répondre aux besoins de main d'œuvre des employeurs du territoire.

Sur la période 2013-2014, un diagnostic de territoire a été réalisé par la CASA afin d'établir les bases de son nouveau contrat de ville et de son Projet Territorial de Cohésion Sociale.

A l'issue de ce diagnostic, la CASA a proposé la mise en place d'un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi afin d'assurer un accompagnement socioprofessionnel aux personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi. Le Conseil Départemental a retenu cette proposition.

En 2015, le PLIE a été cofinancé par le Département et le Fonds Social Européen dans le cadre de l'appel à projet du Département des Alpes Maritimes intitulé « Accompagnement vers l'emploi territorialisé – Programme opérationnel du FSE pour l'Emploi et l'inclusion en Métropole 2014-2020 ».

Une convention définissait, pour la période du 1^{er} juillet 2015 au 31 décembre 2015, le périmètre de la collaboration entre la CASA et le Département des Alpes-Maritimes.

Une nouvelle convention fixe, pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2017, le contenu et les objectifs de l'action ainsi que les obligations générales et les modalités de financement et d'évaluation de l'action.

La participation financière pour l'année 2016 est fixée à 84.500 €, le montant 2017 sera défini par voie d'avenant au vu des résultats et objectifs.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le protocole conventionnel entre le Département des Alpes-Maritimes et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la CASA ou son représentant à signer ledit protocole ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la recette sur le compte 7473, fonction 523 de la direction de la cohésion sociale.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver le protocole conventionnel entre le Département des Alpes-Maritimes et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la CASA ou son représentant à signer ledit protocole ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la recette sur le compte 7473, fonction 523 de la direction de la cohésion sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 15 février 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
POUR LE DEVELOPPEMENT DES
SOLIDARITES HUMAINES

DELEGATION EN CHARGE DU PILOTAGE
DES POLITIQUES DE L'INSERTION

SERVICE DU PILOTAGE DES PARCOURS D'INSERTION

PROTOCOLE CONVENTIONNEL N° 2016-2017-DGADSH

entre le Département des Alpes-Maritimes et la Communauté d'agglomération de Sophia-Antipolis
(CASA)
relative à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du Plan local pour l'insertion et
l'emploi (PLIE)

Entre : Le Département des Alpes-Maritimes,

représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Eric CIOTTI, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, B.P. 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de la commission permanente en date du 21 décembre 2015, ci-après dénommé « le Département »

d'une part,

Et : la Communauté d'agglomération de Sophia-Antipolis (CASA),

représentée par le Président de la CASA, le Docteur Jean LEONETTI, domiciliée 449 route des Crêtes, les Genêts, BP 43, 06901 Sophia-Antipolis Cedex, ci-après dénommée « le cocontractant »

d'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au revenu de solidarité active ;

VU le décret n° 2010-961 du 25 août 2010 relatif à l'extension du revenu de solidarité active aux jeunes de moins de 25 ans ;

VU le décret du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'agglomération Sophia-Antipolis ;

VU la délibération n°168/03 du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Sophia-Antipolis du 24 novembre 2003 reconnaissant le Plan local pour l'insertion et l'emploi d'intérêt communautaire ;

VU la délibération n°cc2015.050 du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Sophia-Antipolis du 15 juin 2015 portant création du Plan local pour l'insertion et l'emploi de la CASA ;

Vu la décision de la Commission européenne du 10 octobre 2014 n° C(2014)7454 portant adoption du programme opérationnel national FSE pour l'emploi et l'inclusion en métropole ;

VU la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 n° C(2011)9380 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous la forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général, le cas échéant ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 21 décembre 2015 relative à la politique d'insertion ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1^{er} : OBJET

Aux termes de la loi du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion, le Département a l'obligation d'accompagner chaque bénéficiaire du RSA à sa charge. Dans le cadre des orientations du Programme départemental d'insertion (PDI) et afin de répondre aux besoins du public rencontrant des difficultés d'insertion, le Département a retenu la proposition du cocontractant de conduire au sein du dispositif une action d'accompagnement socioprofessionnel pour les bénéficiaires du RSA soumis aux droits et devoirs.

Le présent protocole conventionnel a pour objet de mettre en place un partenariat avec le cocontractant visant à la mission de référent unique, à conduire une action d'accompagnement socioprofessionnel pour les bénéficiaires du RSA soumis aux droits et devoirs et de définir les modalités de mise en œuvre de cet accompagnement.

A ce titre, il est signataire de la convention définissant le dispositif départemental d'orientation et d'accompagnement dans le cadre de la mise en œuvre du RSA et nommé référent unique pour les bénéficiaires rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi et nécessitant un accompagnement socioprofessionnel.

ARTICLE 2 : CONTENU ET OBJECTIFS DE L'ACTION

2.1. Présentation de l'action :

Le Département a défini les rôles et missions du référent unique RSA et mis à sa disposition l'offre départementale d'insertion.

Rôles et missions du référent unique professionnel :

1°) L'accompagnement : selon l'article L.262-27 du code de l'action sociale et des familles, le bénéficiaire du revenu de solidarité active a droit à un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique.

Pour ce faire, le cocontractant s'engage à :

- nommer un chargé de parcours pour les bénéficiaires du RSA soumis aux droits et devoirs, qui intègrent l'action ;
- informer le bénéficiaire des droits et devoirs du dispositif RSA ;
- détecter les freins sociaux ou professionnels empêchant la reprise d'une activité ;
- construire un projet professionnel et déterminer les actions et objectifs à atteindre ;
- proposer les outils d'insertion mis à disposition par l'ensemble des partenaires et institutions compétentes.

L'accompagnement est matérialisé par un contrat d'engagement réciproque.

2°) Le contrat d'engagement réciproque : conformément à l'article L 262-36 du code de l'action sociale et des familles qui en précise les modalités :

- le contrat est un engagement réciproque, librement débattu ;
- le contrat d'engagement réciproque mentionne les engagements pris par le bénéficiaire dans sa recherche d'emploi et précise sa formation, ses qualifications, ses connaissances et compétences acquises, sa situation personnelle et familiale ainsi que la situation au regard de l'emploi, la nature et les caractéristiques de l'emploi recherché ;
- le contrat d'engagement réciproque retrace les actions que le cocontractant s'engage à mettre en œuvre notamment en matière d'accompagnement personnalisé ;
- le contrat d'engagement réciproque devra être transmis au Responsable territorial des parcours d'insertion (RTPI) dont dépend le bénéficiaire suivi.

L'absence de signature du contrat d'engagement réciproque, au début de l'accompagnement ou dans le cadre d'un renouvellement, ainsi que le non-respect des engagements mentionnés audit contrat, peuvent entraîner la suspension du versement de l'allocation RSA.

Dans le cas où l'accompagnement du cocontractant ne serait plus adapté au parcours d'insertion du bénéficiaire, une procédure de réorientation vers un autre référent unique est activée. La procédure de réorientation est nécessaire dès lors que la situation sociale du bénéficiaire empêche la reprise d'une activité professionnelle.

Dans le cadre de sa mission de référent unique, le cocontractant est tenu de renseigner le contrat d'engagement réciproque et d'informer les RTPI de tout changement de situation qui pourrait intervenir et avoir une incidence sur le versement de l'allocation RSA.

A ce titre, le cocontractant doit respecter les procédures et délais en vigueur, arrêtés et transmis par le Département.

2.2. Modalités opérationnelles :

Le Département permettra un accès à l'extranet du progiciel Genesis. Ainsi, le cocontractant pourra consulter les données concernant les bénéficiaires dont il est référent, dans le respect des contraintes informatiques et légales (consultation de l'état des droits, de la soumission aux droits et devoirs du référent et du parcours d'insertion). Pour cela, le cocontractant devra en faire la demande par courrier au Département et remplir un formulaire spécifique par agent à habilitier. Il comportera les nom, prénom, mail et fonction de chaque utilisateur. Un retour individuel sera fait par mail en précisant les modalités de connexion (avec identifiant et mot de passe provisoire). De plus, le cocontractant tiendra à jour une liste du personnel habilité à accéder à l'extranet Genesis et devra informer le service du pilotage des parcours d'insertion, par mail, de tout changement de personnel. Cet accès étant individuel, un nouvel identifiant sera alors envoyé à chacun des nouveaux agents.

Cet extranet a vocation à évoluer en 2016 vers un contrat d'engagement réciproque dématérialisé appelé Dossier unique d'insertion (DUI). Le cocontractant devra utiliser ce nouvel outil pour contractualiser avec les bénéficiaires RSA. Les modalités de mise en œuvre seront à déterminer ultérieurement.

2.3. Objectifs de l'action :

Pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2017, l'objectif est le suivi d'au moins 280 bénéficiaires du RSA, en file active, soumis aux droits et devoirs.

Une attention particulière sera portée sur le taux de contrats et notamment la réalisation d'un taux de contrats moyen sur l'année égal ou supérieur à 70 % (un écart de 2 % sera toléré).

ARTICLE 3 : MODALITES D'EVALUATION

La présente action fera l'objet d'une évaluation semestrielle et annuelle au moyen des indicateurs suivants, fournis par le Département :

- un pré-bilan portant sur les 6 premiers mois, certifié conforme par le responsable, avant le 1^{er} septembre 2016 ;

- un bilan annuel de l'action accompagné de ses annexes (tableau nominatif de l'ensemble du personnel affecté à l'action indiquant notamment les rémunérations et charges sociales, un état nominatif des bénéficiaires avec leur date d'entrée dans l'action), certifié conforme par le responsable, au plus tard le 15 janvier 2017 afin de permettre au Département le contrôle et le pilotage de l'action.

Les documents à produire seront transmis par courrier au Département ou par mail à l'adresse suivante : sppi@departement06.fr

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

4.1. Montant du financement :

Le montant de la participation financière accordée par le Département pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016 s'élève à **84 500 €**.

4.2. Modalités de versement :

Le versement sera effectué selon les modalités suivantes et conformément aux règles de la comptabilité publique :

- un premier versement de 60 % du financement accordé, soit la somme de **50 700 €**, dès notification de la présente convention ;

- un second versement d'un montant de 20 %, soit la somme de **16 900 €**, sur transmission d'un bilan intermédiaire de l'action au 30 juin (ou date de mi-parcours) ;
- le solde, soit la somme de **16 900 €**, sera versé sur demande écrite et sur production des documents visés à l'article 3 justifiant de la réalisation des objectifs cités à l'article 2.3.

Pour l'exercice 2017, la participation financière du Département est conditionnée par son vote effectif au budget départemental, par l'assemblée plénière.

La somme annuelle allouée en 2017 par le Département s'il y a lieu, au cocontractant, est spécifiée par avenant au présent protocole conventionnel.

Par ailleurs, le cocontractant devra tenir à disposition des services départementaux les rapports d'activité, revues de presse, outils de communication relatifs aux périodes couvertes par la convention et à la consommation détaillée des crédits ainsi obtenus.

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

Le présent protocole est applicable du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2017.

ARTICLE 6 : MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

6.1. Modification :

Le présent protocole conventionnel pourra être modifié par voie d'avenant, préalablement soumis pour accord aux deux parties.

La demande de modification du présent protocole conventionnel sera réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

En cas de changement de statut juridique du cocontractant, le présent protocole conventionnel sera modifié par voie d'avenant, pris après information préalable et accord exprès du Département sur le transfert du présent protocole conventionnel.

Le cocontractant transmettra notamment au Département l'ensemble des pièces relatives au changement de son statut juridique : procès verbal du conseil d'administration, délibération autorisant le changement de statut ou le transfert à une autre entité, RIB et documents administratifs nécessaires au transfert de titulaire.

6.2. Résiliation :

6.2.1. Modalités générales :

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution du présent protocole conventionnel par le cocontractant, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-observation des clauses du présent protocole conventionnel et après mise en demeure par le Département, effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant 30 jours calendaires, le présent protocole conventionnel pourra être résilié de plein droit, sans qu'il y ait besoin de faire ordonner cette résolution en justice, ni de remplir aucune formalité.

Le cas échéant, le cocontractant sera alors tenu de reverser au Département les sommes indûment perçues.

6.2.2. Résiliation pour inexécution des obligations contractuelles :

Le Département peut mettre fin au présent protocole conventionnel lorsqu'il apparaît que le cocontractant n'a pas respecté les clauses contractuelles, a contrevenu à ses obligations réglementaires, n'a pas respecté les délais d'exécution prévus.

Cette résiliation intervient après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans le délai de 30 jours. Elle ne donne lieu à aucune indemnisation.

6.2.3. Résiliation unilatérale :

Le Département peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution du présent protocole conventionnel pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation du présent protocole conventionnel est notifiée au cocontractant. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Le cocontractant s'engage en termes de communication, à mettre en œuvre les moyens nécessaires à une valorisation de la contribution du Département, ainsi qu'à informer systématiquement et au préalable le Département des dates et lieux des opérations mises en place dans le cadre de la promotion de l'évènement.

D'une façon générale, le cocontractant fera en sorte de mettre en valeur et de rendre clairement visible le logo du Département des Alpes-Maritimes sur toute publication réalisée. Il devra soumettre au Département, pour accord préalable et écrit, les documents reproduisant le logo du Département. Celui-ci sera reproduit dans les conditions de taille et selon un emplacement mettant en avant l'importance de cette relation.

Le cocontractant devra, en plus de la présence du logo sur les supports de communication :

- adresser des invitations lorsqu'il organise ses manifestations ;
- autoriser le Département à mettre de la signalétique promotionnelle sur le lieu de l'évènement ;
- prévoir la présence de l'édito du président du Département sur la brochure de présentation ;
- prévoir une page de publicité dans la brochure de l'évènement ;
- intégrer une fiche d'information sur les actions du Département dans le dossier de presse de l'évènement ;
- intégrer le logo du Département sur le site internet renvoyant sur le site de la collectivité.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Le cocontractant devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont pourraient être victimes ou responsables les personnes physiques dans le cadre de l'exécution du présent protocole conventionnel, pendant la durée de l'action et en lien direct avec celle-ci.

ARTICLE 9 : LITIGES

Les deux parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent protocole conventionnel ou à son exécution au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre cocontractant.

A défaut de résolution amiable intervenue dans le délai d'un mois suite à réception de la lettre recommandée avec accusé de réception mentionnée à l'alinéa précédent, les litiges relatifs au présent protocole conventionnel seront portés devant le tribunal administratif de Nice.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

10.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes et tout document de quelque nature qu'il soit résultant de son traitement par le cocontractant restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes. Les données récoltées via tous les logiciels, emails, fiches de liaison et tous les documents, sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution du présent protocole et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toute précaution utile afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toute mesure, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat ;

Et en fin de protocole, et conformément à la durée légale de conservation des documents, à :

- procéder à la destruction de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution du présent protocole, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de service les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate du protocole, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non respect des dispositions précitées.

10.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire du protocole s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 et, notamment, les formalités déclaratives auprès de la CNIL.



Nice, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Sophia-Antipolis,

Jean LEONETTI

Le Président du Département
des Alpes-Maritimes,

Eric CIOTTI

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 15/02/2016
Numéro : CC.2016.010
Nature : DE - Deliberations
Objet : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - Protocole conventionnel avec le Département des Alpes-Maritimes relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 107953638
Référence envoi : IDF2016-03-03T15-31-13.00
Envoyé le : 03/03/2016
à (TU) : 14h31:14

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/03/2016
Identifiant : 006-240600585-20160215-AOI_5820-DE

Acte reçu

Date : 15/02/2016
Numéro interne : AOI_5820
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - Protocole conventionnel avec le Département des Alpes-Maritimes relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160215-AOI_5820-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20160215-AOI_5820-DE-1-1_2.pdf